

Président, cela se traduit par un taux de chômage combiné de plus de 50 p. 100 à certains endroits. Quand je parle de chômage combiné, j'inclus le taux de chômage et le taux des assistés sociaux. Les jeunes sont les plus touchés. Ils sont désespérés de trouver un emploi. Les femmes sont désabusées parce qu'elles sont confinées à des rôles traditionnels. Les fermetures d'usines sont devenues chose courante. Les producteurs agricoles sont de plus en plus aux prises avec de graves problèmes, des problèmes de financement, et ce, monsieur le Président, principalement au niveau de la relève. C'est très inquiétant. Cet état pitoyable fait clairement ressortir la nécessité d'un effort national soutenu et concerté. On ne peut laisser les gens de ma circonscription et de l'ensemble du pays dans une situation des plus gênantes aux yeux des autres nations. Il faut agir concrètement et ce dans des délais raisonnables.

Lors du discours du Trône, le premier ministre a réaffirmé sa volonté de convoquer une conférence nationale sur l'économie. En fait, avant même l'ouverture de la session, les premiers ministres provinciaux avaient été convoqués à une réunion pour établir l'ordre du jour de cette conférence à venir. Ce sommet économique réunira des représentants des consommateurs, des femmes, des peuples autochtones, des milieux d'affaires, des syndicats et des administrations publiques. Ce sommet vise à établir un nouveau plan d'action national. En ce sens, il sera un succès si les participants s'entendent sur certaines priorités économiques et sur les rôles respectifs des intervenants s'ils s'engagent à appliquer immédiatement certaines mesures qu'ils auront déterminées ensemble. Le premier ministre a même évoqué d'autres sommets qui créeront avec le temps un sentiment de confiance mutuelle et de responsabilité commune à l'égard de l'économie. Il a de plus défini le rôle qu'il veut confier au gouvernement dans le secteur économique, un rôle de guide, de médiateur ou de catalyseur.

Le gouvernement est appelé sous un régime progressiste conservateur à s'ingérer moins dans les affaires du secteur privé. Il veillera toutefois à l'intégrité de l'économie canadienne et au maintien des normes nationales. La coopération de tous les intervenants en vue de réaliser des objectifs économiques communs, l'effort concerté pour solutionner des problèmes économiques jugés prioritaires, la rencontre périodique entre ces intervenants, le succès à remettre le Canada sur la voie de la prospérité, tous ces éléments seront autant d'étapes dans le cadre du vaste projet de réconciliation nationale.

Le parti progressiste conservateur n'a pas livré bataille aux libéraux et pris le pouvoir pour faire comme eux, c'est-à-dire laisser notre dollar aller en chute libre et tenter de régler le problème du chômage par des programmes de rapiéçage. Nous visons à un consensus, mais nous savons que cela prendra un certain temps. Par contre, nous pouvons prendre d'autres initiatives importantes pour contribuer à créer ce renouveau économique.

L'Adresse—M. Champagne

La stratégie conçue par les ministres de notre gouvernement comprend trois volets: rétablir la responsabilité financière, supprimer les obstacles à la croissance et favoriser les nouveaux investissements. Comme on a pu le constater, monsieur le Président, l'ancien gouvernement libéral a dû travailler très fort à la fin de son mandat afin de nous laisser les tiroirs aussi vides. Devant cet état de fait, l'attitude du gouvernement consiste à se retrousser les manches. Notre plan destiné à réduire le déficit sera mis en application de façon juste, équilibrée et méthodique et permettra de limiter la croissance de la dette publique. Pas une seule personne ici présente ne niera qu'il est urgent de s'attaquer au déficit. Si nous le laissons poursuivre sa croissance incontrôlée, il finira par engloutir toutes les ressources financières encore disponibles et nous empêchera de profiter au maximum des nouvelles possibilités. Il exercera une pression très importante sur les taux d'intérêt et paralysera enfin tous les investissements de la croissance de notre économie.

● (1530)

Je veux également donner l'assurance aux gens de ma circonscription que notre gouvernement va s'employer à augmenter l'efficacité et la souplesse de nos marchés financiers. Il va chercher à améliorer les perspectives d'emploi axées sur les besoins du marché et à stimuler les investissements dans la recherche et le développement de façon à accroître notre productivité.

Notre gouvernement, monsieur le Président, présentera des projets de loi visant à améliorer les conditions du marché et proposera des mesures pour stimuler l'esprit d'entreprise et d'innovation. Et, pour mieux récompenser le succès, particulièrement dans le secteur de la petite et moyenne entreprise, nous aurons aussi des orientations à proposer. Des initiatives seront également prises afin de multiplier les investissements tant canadiens qu'étrangers. Voilà qu'en ce qui concerne la tragédie provoquée par le gouvernement sortant, c'est-à-dire le chômage, notre gouvernement parle maintenant en termes de stratégie. Nous sommes déterminés à relancer l'économie afin de créer des emplois. Il est donc urgent de stimuler les investissements créateurs d'emplois. Mais toute stratégie efficace pour élargir les perspectives d'emploi repose sur l'augmentation de la formation et du recyclage des travailleurs. Voilà pourquoi nous représenterons et nous présenterons aux provinces, aux syndicats et aux milieux d'affaires cette stratégie fondée sur une plus grande utilisation des ressources, et surtout axée sur le secteur privé. Des consultations intensives seront menées auprès de ces groupes. Je suis persuadé que nous atteindrons ces résultats fort intéressants et ce dans un but unique, celui de redonner à tous les Canadiens le juste rôle à jouer pour faire de notre pays un pays uni, un pays prospère, un pays où il fait bon vivre.